

Jalons pour l'histoire tchèque

Antoine Marès, *professeur d'histoire de l'Europe centrale (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)*

« Tout droit de reproduction interdit sans autorisation »

Évoquer la Tchécoslovaquie et la République tchèque renvoie la plupart du temps à la constitution d'une entité récente alors qu'elles ne sont que les avatars d'un duché de Bohême transformé en royaume au XIII^e siècle sur lequel la dynastie des Přemyslides régnait depuis le IX^e siècle.

De cette histoire ancienne, on peut retenir quelques jalons : la slavisation du territoire aux VI^e – VII^e siècles, une première expérience étatique au IX^e siècle avec une « Grande-Moravie » liée à la christianisation des apôtres Cyrille (Constantin) et Méthode, le développement d'un État sur l'axe de la Vltava au centre de la Bohême avec une principauté dirigée par les Přemyslides qui accèdent au rang royal au XIII^e siècle avec Přemysl-Otakar Ier, puis connaît son apogée sous Přemysl Otakar II (1253-1278). Les souverains font alors appel à des colons allemands pour mettre le pays en valeur, créant une mixité linguistique et ethnique tchéco-allemande durable.

Puis se déroule le règne du fameux Charles IV¹ (1346-1378) de Luxembourg, qui fait de Prague une grande métropole européenne. La fin du règne de son fils Venceslas IV est moins heureuse avec les guerres hussites, consécutives à l'action de Jan Hus brûlé en juillet 1415 au concile de Constance pour hérésie. Le mouvement hussite génère de 1419 à 1434 guerres destructrices et croisades. Mais cet épisode est fondamental pour la définition de l'identité tchèque, Jan Hus étant emblématique de la culture nationale en incarnant la défense de la vérité et une foi intransigeante et contestatrice. Les Pays tchèques sont marqués pendant deux siècles par la tolérance religieuse jusqu'au début du XVII^e siècle, moment où les tensions débouchent sur la défenestration de Prague qui marque le début de la guerre de Trente Ans. Pour les États tchèques protestants, la défaite de la Montagne Blanche du 8 novembre 1620 est le grand traumatisme tchèque, avec une perte durable de l'indépendance au profit de la dynastie des Habsbourg (souverains du royaume depuis 1526), une conversion forcée au catholicisme et une marginalisation du royaume de Bohême sur la scène européenne. Les élites protestantes doivent s'exiler. Les Tchèques y perdent une aristocratie allogène et les ravages de la guerre renforcent les structures féodales du pays. Cette « décadence » explique le terme de « Ténèbres » utilisé par les patriotes tchèques pour la période qui va de 1620 à 1740 et se caractérise par l'apogée de la Contre-Réforme (ou Reconquête catholique) et par l'installation d'une culture baroque omniprésente portée par les jésuites.

Le règne de Marie-Thérèse (1740-1780) fait entrer le pays dans l'ère des Lumières : le pouvoir « éclairé » s'affirme avec la modernisation de l'État. Dans le même temps, la perte de la Silésie au profit de la Prusse accélère le développement manufacturier de la Bohême et de la Moravie. Sous le règne de Joseph II entre 1780 et 1790, grâce aux patentes de 1781, l'ouverture des ghettos (Josefov à Prague) et la présence protestante sont désormais possibles et le servage, c'est-à-dire le lien juridique qui lie le paysan à la terre, est supprimé. Sous l'impulsion d'une noblesse éclairée, les Pays tchèques sont alors parmi les plus dynamiques de la monarchie.

Un long XIX^e siècle

Le Réveil national conjugue un changement d'atmosphère intellectuel inspiré par les Lumières puis, à la fin du XVIII^e siècle, par les idées romantiques qui exaltent la culture populaire. Cherchant à maintenir ou à acquérir une marge d'autonomie par rapport aux autorités centrales, la haute aristocratie redonne leurs lettres de noblesse au tchèque et à l'histoire locale pour renouer avec une

¹ Voir les portraits qui leur sont consacrés dans le N°1 de la revue la fabrique d'absolu (N.d.R.)

certaine autonomie du royaume de Bohême. La première moitié du XIX^e siècle est aussi marquée par des changements structurels liés à l'industrialisation et l'urbanisation. Jusque-là, les tchécophones se germanisaient en ville, car les flux tchèques en provenance de la campagne étaient lents. À partir du moment où ils deviennent massifs, l'assimilation ne se produit plus et les Tchèques se constituent en communauté linguistique séparée. Se construisent alors des oppositions en miroir, nourries par la volonté de s'affirmer du côté tchèque et par la peur d'être submergés du côté allemand. Ce Réveil national se développe en plusieurs phases. La première, encore marquée par l'esprit des Lumières, est scientifique et linguistique. La deuxième phase est littéraire, avec notamment le grand poète romantique Karel Hynek Mácha. La troisième phase, politique, commence dans les années 1840 et voit émerger deux personnalités : l'historien František Palacky et le journaliste libéral Karel Havlíček-Borovsky, héros de la liberté d'expression.

À ces individualités qui dynamisent le mouvement, il faut ajouter les structures qui l'encadrent entre les années 1820 et 1840 : une presse générale et scientifique qui se développe en tchèque malgré la censure ; des activités théâtrales qui popularisent les idées patriotiques ; des organisations culturelles multiples. Les intellectuels se substituent dans ce mouvement à une classe politique absente alors que le monde politique se découple entre une noblesse attachée au patriotisme territorial et une bourgeoisie tchèque qui se revendique désormais nationale et se coupe des Allemands de Bohême.

1848 et ses suites

Jointes à la contagion européenne, les tensions au sein de l'Empire d'Autriche metternichienne et la crise économique vont expliquer les affrontements praguais. Les Tchèques réclament l'égalité du tchèque et de l'allemand, l'union des Pays tchèques au sein d'une unité administrative, l'abolition de la corvée par rachat, la liberté d'expression et de rassemblement, la démocratisation de la Diète... Ces revendications sont finalement acceptées par la Cour aux abois.

À Prague, deux grands événements vont clarifier les positions. À la demande de participation à la Diète constitutionnelle allemande réunie à Francfort adressée le 8 avril au chef politique Palacky, ce dernier répond que les Tchèques sont des Slaves et qu'ils sont hostiles à la destruction de l'Autriche, élément d'équilibre entre l'Allemagne et la Russie : une Autriche constituée de nations égales en droit et en considération est donc le fondement affirmé de la politique tchèque. En revanche, les Allemands de Bohême se prononcent en faveur de la participation à Francfort. Ainsi la rupture nationale est-elle consommée.

Face à ces événements, les Tchèques vont chercher pour alliés les autres Slaves de la monarchie. Un Congrès slave s'ouvre le 3 juin à Prague dans un esprit austro-slave avant d'être interrompu par la révolution. À la suite des manœuvres et des maladresses des représentants du pouvoir viennois, elle éclate en effet le 12 juin. L'affrontement commence : il y aura environ 500 morts, jusqu'à la reddition du 17 juin et la proclamation de l'état de siège le 18. La répression commence contre ce mouvement resté circonscrit à Prague. L'amorce constitutionnelle promise par le souverain suit cependant son cours : la suppression de la corvée est adoptée le 7 septembre et la disparition d'une société fondée sur le lien féodal représente finalement l'acquis politique et social le plus important de 1848 : il fouette le dynamisme industriel et la modernisation. Cette année 1848 a donc été pour les Tchèques l'aboutissement d'un long processus de cristallisation nationale. Un des premiers stades de l'autonomie réclamée consiste à demander une unité administrative fondée sur la nation, donc sur une base linguistique, d'où l'importance ultérieure des querelles sur cette question. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'axe économique du développement de la monarchie habsbourgeoise glisse vers le nord-ouest au profit des Pays tchèques, ce qui accélère les flux des campagnes tchèques vers les villes, donc une prise de pouvoir à terme par les Tchèques au niveau local.

Une société tchèque en plein développement

Comme l'ensemble des peuples de la monarchie, les Tchèques sont tenus sous l'éteignoir par la répression néo-absolutiste mise en place en 1849. L'état d'exception est proclamé et maintenu jusqu'en août 1853. Si les libéraux tchèques participent au dialogue politique qui reprend en 1860-1861, ils sont rapidement désappointés, quittant la Diète en 1863 et pratiquant désormais un boycott parlementaire. En 1867, la nouvelle du Compromis austro-hongrois de 1867 qui privilégie la domination autrichienne et hongroise dans l'Empire, désormais bicéphale, est un choc pour eux. La discussion constitutionnelle relancée en 1871 n'aboutit pas elle non plus malgré l'engagement de François-Joseph, ce qui favorise les forces les plus radicales nationalement (le parti des Jeunes-Tchèques) et socialement (la social-démocratie tchéco-slave naît en 1878).

Le ton de la vie politique est aux affrontements nationalistes. Avec l'élargissement de la Diète à une curie supplémentaire élue au suffrage universel, on entre en 1896 dans une nouvelle phase où la social-démocratie s'affirme : en Bohême, elle recueille 40% des voix alors que les Jeunes-Tchèques capitalisent le mécontentement national. Le tableau va être complété dans les années 1890 par l'apparition d'un parti agrarien et d'un parti social-chrétien. À noter qu'au-delà des partis politiques a émergé la forte personnalité de T. G. Masaryk (1850-1937), professeur de sociologie engagé dans le débat public, qui dénonce les excès nationalistes et n'hésite pas à démolir les mythes nationaux en brisant les tabous patriotiques et en luttant contre l'antisémitisme, ce qui en fait un Zola tchèque.

Le grand tournant a lieu en Cisleithanie entre 1905 et 1907 où, sous l'influence de la Révolution russe, l'empereur François-Joseph doit concéder le suffrage universel. Aux élections de mai 1907, quatre grandes forces s'imposent : agrariens, Jeunes-Tchèques, sociaux-démocrates (premiers en voix) et catholiques. Dans les années 1910, l'éventail partisan tchèque va donc de la social-démocratie aux Jeunes-Tchèques. En 1912, la majorité des partis tchèques est dans l'opposition, une radicalisation qui doit beaucoup aux guerres balkaniques et à la pression populaire : la Diète est suspendue en 1913.

Si le mouvement de Réveil national avait abouti à 1848, suivi de dix années de « cimetières », c'est au début des années 1860 que la dynamique culturelle a repris, autour de nouveaux organes de presse qui reflètent les différentes sensibilités. La chorale Hlahol, fondée en 1861, avec pour maître de chœur Bedřich Smetana, illustre la place de la vie associative, avec une place particulière pour le Sokol (le Faucon) né en 1861-1862 à l'initiative de deux bourgeois d'origine allemande acquis à la cause tchèque. Ce mouvement patriotique et égalitariste de gymnastique, qui compte plusieurs dizaines de milliers d'adhérents avant 1914, doit renforcer la conscience nationale et la nation dans un esprit défensif. Les organisations culturelles et patriotiques se multiplient et toutes les occasions sont bonnes pour manifester : le « mouvement des camps » amène des dizaines de milliers de Tchèques à se rendre pendant l'été 1868 sur des lieux symboliques de Bohême lors de pèlerinages patriotiques.

La musique — avec Smetana (1824- 1884) et Dvořák (1841-1904) — et le théâtre servent la cause nationale. Depuis la veille de la Révolution de 1848, les Tchèques rêvent d'un théâtre qui leur soit propre : en mai 1868, ils posent solennellement les premières pierres du Théâtre national, prélevées dans des lieux historiques mythiques, et en présence de dizaines de milliers de personnes venues de tout le pays. On représente à cette occasion l'opéra *Dalibor*, de Bedřich Smetana. Treize années plus tard y est donné l'opéra fétiche *Libuše*, du même Smetana. Le nouvel édifice ayant subi un incendie accidentel aussitôt ouvert, il a été reconstruit en moins de deux ans, grâce à la mobilisation populaire, réunissant tout ce que les Pays tchèques comptent d'artistes et affichant à son fronton la devise : « La Nation à elle-même ». La création d'une Université spécifiquement tchèque en 1882 est aussi un jalon capital de l'affirmation nationale.

En 1846, les trois quarts de la population de la Bohême étaient employés dans les activités agricoles ; en 1910, ils sont seulement un tiers. En 1900, la Bohême représente 36% de la population cisleithane,

mais 53% de l'emploi industriel, avec une puissante industrie textile. Sidérurgie, charbon, chimie, armement, industrie mécanique, agro-alimentaire complètent cette industrie florissante. Naissent ainsi de véritables villes industrielles : Prague, Plzeň, Liberec/Reichenberg, Brno/Brunn, villes ouvrières, avec tout ce que cela implique de luttes sociales. Le développement des chemins de fer, en étoile autour de Prague, favorise la mobilité. Le surplus de population des Pays tchèques se déverse vers Vienne ou encore vers l'Amérique du Nord. Le système bancaire national se développe avec la Živnostenska Banka. Mais la dimension agricole demeure avec quelques productions spécifiques : betteraves à sucre, houblon, pommes de terre. Si les Pays tchèques constituent une sorte de poumon économique de l'Empire, ils ne disposent ni de l'autonomie ni du pouvoir politique qui correspondrait à leur poids réel. À la différence des Italiens, des Roumains, des Slaves du Sud, voire des Allemands de Bohême, ils ne peuvent s'appuyer sur des compatriotes extérieurs à l'Empire : ce qu'ils réclament jusqu'à l'automne 1914, ce n'est pas l'indépendance, c'est une fédéralisation de la monarchie.

Un XX^e siècle chaotique

Quand la guerre éclate en plein été 1914, les hommes politiques tchèques sont partagés entre loyalistes, attentistes et un petit groupe qui rompt avec Vienne. La mobilisation se passe pourtant sans défection majeure. Les défections ne s'amplifient qu'à partir de 1915. Il n'empêche que 138 000 Tchèques tomberont du côté autrichien contre 5 400 seulement du côté allié. Sans alternative externe, les Tchèques observent une grande prudence. Mais quand le Parlement est réuni à l'initiative du nouvel empereur Charles fin mai 1917, les porte-paroles tchèques n'ont pas abandonné leur revendication d'une transformation fédérale de la monarchie. En revanche, ils sont prêts à faire des concessions que l'opinion n'approuve déjà plus. La déclaration de l'Épiphanie de janvier 1918 puis les événements du printemps 1918 accentuent la radicalisation nationale d'où n'est pas absente une radicalisation sociale.

Parallèlement, la résistance extérieure fédérée et organisée par T.-G. Masaryk, entouré d'Edvard Beneš et du Slovaque Milan Rastislav Štefánik au sein du Conseil national des Pays tchèques (puis tchécoslovaque) né en février 1916 à Paris, a déployé auprès de l'Entente une action multiforme de lobbying visant à démontrer la nécessité de remplacer l'Autriche-Hongrie par des États nationaux.

Information, propagande, contacts diplomatiques, constitution d'unités militaires au sein de l'Entente, l'arsenal est large pour convaincre qu'une future Tchécoslovaquie serait une alliée solide au centre de l'Europe. L'argumentaire s'appuie principalement sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Si rien n'est encore définitivement joué en été 1918, il est trop tard quand l'empereur Charles I^{er} propose le 18 octobre 1918 un programme fédéraliste. Le 28, Beneš rencontre à Genève une délégation de la représentation tchèque de l'intérieur tandis qu'à Prague, le Conseil national tchèque proclame l'indépendance, rejoint par les Slovaques le 30. Ainsi naît la Tchéco-Slovaquie, avec un trait d'union, car on ne sait pas encore quel sera son statut.

La Première République

La Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres est marquée par sa complexité et son hétérogénéité. Le nouvel État est alors un carrefour de nations et de religions : en 1921, sur ses 13,6 millions d'habitants, il compte 65,5% de Tchécoslovaques (dont 51% de Tchèques), 23,4% d'Allemands, 5,7% de Hongrois, 3,4% d'Ukraino-ruthènes, 1,3% de juifs, 0,6% de Polonais ; on y trouve catholiques, protestants, israélites, uniates et orthodoxes. De Cheb à Užhorod, c'est une multitude de mondes qui coexistent. Malgré les imperfections du nouvel État et les attaques dont il est l'objet, c'est alors le seul État d'Europe centrale vers lequel affluent – tant de Russie que d'Allemagne ou d'Autriche – ceux qui sont menacés pour leurs convictions ou leurs appartenances religieuses ou idéologiques. Il restera jusqu'en 1938 le dernier îlot européen de démocratie à l'Est du Rhin, enjeu qui excite la convoitise des voisins, soit qu'ils revendiquent la possession de territoires limitrophes peuplés de nationaux, soit que leurs intérêts géostratégiques commandent sa disparition. C'est dans ces conditions périlleuses de fragilité

que la Tchécoslovaquie va devoir vivre après un tracé de frontières complexe, fondé sur des principes à la fois historiques, ethniques, économiques et stratégiques.

Sur le plan économique, la Tchécoslovaquie a hérité d'au moins 56% du potentiel industriel de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Des sociétés qui fonctionnaient verticalement (les Tchèques allaient à Vienne et les Slovaques à Budapest) doivent se transformer horizontalement : cela implique des infrastructures nouvelles, tâche dont les nouvelles autorités vont s'acquitter avec un remarquable pragmatisme. Si la répartition socio-professionnelle semble globalement équilibrée (38% dans le secteur primaire et 34% dans le secteur secondaire), le rapport est de 32 à 40% en Bohême contre 62 à 17% en Slovaquie : développement à l'Ouest, archaïsme à l'Est. Pourtant, la Tchécoslovaquie est l'État de la région, avec l'Autriche, ou les couches intermédiaires, garantes de la démocratie, sont les plus nombreuses et les plus solides.

La Constitution ne sera adoptée qu'en février 1920, confirmant les choix initiaux d'une République unitaire et centralisée. Le système politique fonctionne dans un cadre bicaméral, avec un suffrage universel élargi aux femmes. Le président Masaryk (de 1918 à 1935) y dispose de pouvoirs théoriquement assez limités ; il joue toutefois un rôle d'arbitre du fait de sa personnalité et du culte (« papamania ») qu'on lui voue. Quant à Beneš, lui aussi sociologue né en 1884, il est devenu à l'issue de la guerre une pièce importante de la diplomatie européenne avant de succéder à Masaryk en décembre 1935.

L'exemple de cette démocratie n'est certes pas absolu : l'émiettement partisan favorise un système de concertation entre états-majors des partis qui confine à la « partitocratie ». L'instabilité qui en résulte est toutefois tempérée par la continuité des titulaires de maroquins. Ce qui va donc rythmer la vie politique, ce sont des élections législatives d'avril 1920, novembre 1925, octobre 1929 et mai 1935, avec pour forces dominantes tchèques la social-démocratie et le parti agrarien. L'affaiblissement de la social-démocratie aux élections de 1925 va nécessiter l'entrée dans la coalition des partis allemands modérés et des populistes slovaques, suivie de son retour en 1929.

Mais la crise économique va toucher très profondément le pays : entre 1929 et 1933, l'indice de la production industrielle baisse de 40% alors que la baisse moyenne en Europe est de 28%. Le nombre de chômeurs passe de 42 000 en 1929 à 738 000 en 1933. Cette crise se traduit en 1935 par une radicalisation politico-idéologique chez les Allemands. Les nationalistes allemands passent de 5,3% des voix en 1929 à 15,2% en 1935. C'est le Sudetendeutsche Partei (le SdP) de Konrad Henlein, ancien professeur de gymnastique, qui devient ainsi la première force du pays et sert de levier à Hitler pour détruire la Tchécoslovaquie. Les tensions se sont renforcées aussi avec les Slovaques dans les années 1930, choix économiques, religion (le catholicisme slovaque), susceptibilités nationales, débouchés pour les élites slovaques en temps de crise se combinant pour radicaliser une partie des Slovaques (un tiers aux élections de 1935) contre Prague et les pousser à revendiquer l'autonomie.

Dans l'entre-deux-guerres, Prague est devenue culturellement et intellectuellement une capitale européenne, point de jonction de Tchèques, de Slovaques, d'Allemands, de Russes, d'Ukrainiens, sans parler de la riche composante juive : Franz Kafka, Max Brod, Franz Werfel... Cette richesse de la vie littéraire se retrouve dans les arts plastiques et la musique. Il faut souligner à quel point cette culture tchèque est alors en relations étroites avec les cultures européennes de son temps. Après une vague française dominante dans les années 1920, la culture anglo-américaine a pris une place croissante alors que la culture russe s'implante aussi et combine attirance pour le monde slave et fascination pour l'expérience soviétique. Cette culture tchécoslovaque, et surtout tchèque, marquée par son esprit démocratique, coexiste avec une culture allemande qui s'étirole dans les années 1930 alors que la culture slovaque se renforce.

La Tchécoslovaquie : six années d'effacement

Placée au milieu de la tourmente européenne dès 1938 à la suite du changement de la stratégie hitlérienne en Europe centrale, la Tchécoslovaquie a commencé à être dépecée à Munich dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938 par les accords conclus entre Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier. Ils signifient la défaite d'un ordre européen pacifique incarné par Edvard Beneš face à la brutalité hitlérienne. Sur le plan intérieur, cela a eu pour conséquences son départ en exil puis son remplacement par Emil Hacha, l'instauration d'une fédéralisation tchéco-slovaque, la naissance d'une Deuxième République qui renie les idéaux démocratiques masarykiens et oscille entre repli nationaliste sur soi et ultra-conservatisme, enfin une désorganisation géopolitique, économique et sociale.

Les accords de Munich avaient pour objectif le maintien de la paix. Or, dès décembre 1938, Hitler refuse de confirmer les garanties contractuelles accordées à ce qui reste de l'État tchéco-slovaque. Aussi n'est-ce pas une surprise que la Wehrmacht envahisse les Pays tchèques dans la nuit du 14 au 15 mars 1939, après avoir contraint les Slovaques à proclamer leur indépendance. Désormais le pays occupé est coupé en deux. Les autorités allemandes retiennent la formule d'un « Protectorat », avec deux structures parallèles : l'une allemande avec à sa tête le Reichsprotektor, l'autre tchèque, avec un chef de l'État précocement vieilli (Hacha) et un gouvernement aux compétences administratives, présidé par le général Alois Eliaš, qui est en même temps à la tête de la Résistance intérieure, un cas unique en Europe.

Si, dans une première phase, le pays occupé connaît une embellie économique, l'intégration politique est plus problématique : le 16 novembre 1939, Hitler, furieux des manifestations étudiantes, exige l'arrestation et la déportation de 1 200 étudiants au camp de Sachsenhausen tandis que neuf d'entre eux sont exécutés le 17 et qu'est décidée la fermeture de tous les établissements d'enseignement supérieur tchèque.

La Résistance a commencé à s'organiser très tôt alors que le 15 mars 1939 a légitimé les points de vue de Beneš en exil qui s'installe définitivement à Londres et transforme le Comité national fondé à Paris en gouvernement provisoire, officiellement reconnu par les Alliés en 1941 et 1942. A l'intérieur du Protectorat, en lien avec Beneš, les réseaux clandestins se regroupent au sein de la Direction centrale de la résistance intérieure, pratiquant surtout le renseignement, même si les sabotages ne cessent d'augmenter. Un accord tacite existant entre Beneš et Hacha de ne pas s'attaquer pendant les premiers mois de la guerre, la frontière entre collaboration et résistance reste floue jusqu'en 1941. Mais cette ambiguïté prend fin à la suite de l'invasion de l'URSS déclenchée le 22 juin et l'arrivée de Heydrich à Prague en remplacement du Reichsprotektor Neurath. Il met en place une politique de répression tous azimuts de telle sorte que le Protectorat semble totalement soumis à l'occupant. Par ailleurs, les Juifs déjà concentrés dans les ghettos commencent par être acheminés vers Theresienstadt (Terezin). En mai 1942, Heydrich peut considérer qu'il a rempli sa mission de mise au pas.

Pour relancer l'image résistante, les exilés de Londres qui œuvrent pour une reconstitution de la Tchécoslovaquie, organisent un projet d'attentat contre Heydrich, mené à bien le 27 mai par un commando parachuté sur la Bohême. Heydrich succombe à ses blessures le 4 juin et commencent des représailles dans des conditions de sauvagerie extrême (villages de Lidice et de Ležaky). Cet attentat non concerté avec la résistance intérieure a eu pour conséquence sa liquidation quasi totale jusqu'en 1945.

La dernière phase de la guerre, de 1942 à 1945, va être marquée par trois phénomènes parallèles. Le gouvernement en exil prend de plus en plus d'importance internationale et annonce les grandes mesures de l'après-guerre : le rapprochement avec l'Union soviétique considérée comme la garante de la reconstitution intégrale de l'État tchécoslovaque avec le pacte soviéto-tchécoslovaque de décembre 1943, la décision de reconstituer la vie politique de l'après-guerre en collaboration avec le

Parti Communiste Tchécoslovaque et en éliminant les collaborateurs et enfin la décision de chasser les Allemands, de manière à résoudre définitivement la question nationale, et cela avec l'assentiment des Alliés.

Le sort des Juifs est radical : en trois années et demie 155 000 Juifs passent par Terezin (dont 50 000 du Protectorat), et seuls 8 000 survivent. On estime que 70 000 Juifs du Protectorat sont morts pendant la guerre, réduisant la communauté à quelques milliers de personnes sur les 118 000 recensées en 1930.

La Résistance, elle, ne se relève que tardivement à la charnière des années 1943-1944 avant d'être à nouveau décapitée. C'est le 5 mai 1945 qu'elle réalise son coup d'éclat avec la libération de Prague, soulèvement spontané, juste avant l'entrée dans la capitale des forces de libération soviétiques le 9 au matin.

Beneš rentre alors dans sa patrie via Moscou, déjà otage des communistes et de l'Union soviétique, mais sans encore le percevoir nettement. Après avoir été discutés à Moscou, le gouvernement et son programme ont été présentés début avril en Slovaquie orientale, à Košice, première grande ville libérée du pays.

La transition de la Troisième République

L'exemple tchécoslovaque est unique avec un accord négocié entre un gouvernement en exil et un parti communiste avant la constitution du premier gouvernement sur le territoire national, le 4 avril 1945. Les Tchécoslovaques ont alors le sentiment d'une libération véritable et d'un pluralisme politique, dans l'enthousiasme de la reconstruction du pays. Ce sentiment est conforté par la continuité des hommes, Beneš étant redevenu président de la République. La situation n'est pourtant pas sans ombres, et la Tchécoslovaquie devient une sorte de laboratoire entre l'Est et l'Ouest, statut particulier qui est dû à son alignement sur Moscou quant à la politique extérieure.

La Tchécoslovaquie est donc sortie de la guerre tardivement, le 8 mai 1945, après une occupation qui a duré plus de six années, une longue humiliation et une sévère exploitation. Dès le 5 avril 1945, le nouveau gouvernement a présenté ses projets à Košice : confiscations et nationalisations, reconstruction nationale de l'État avec l'expulsion des Allemands et des Hongrois, réforme agraire... La société en sort profondément transformée : le décret du 24/28 octobre 1945 nationalise près des deux tiers de l'économie, dont tous les secteurs industriels clefs et le système financier.

Le redémarrage économique et la transformation d'une économie de guerre en une économie de paix se déroulent dans un climat initial d'épuration, mais aussi un certain consensus patriotique. La socialisation de l'économie s'accroît en 1946, notamment avec l'adoption d'un plan biennal partiel pour les années 1947-1948. Mais la sécheresse de 1947 hypothèque les résultats et, sur fond de tension politique croissante, les débats économiques s'enveniment entre les communistes et leurs adversaires tant sur les questions agraires, financières, fiscales, salariales que sur le rythme de l'étatisation.

Sur la scène politique, les sept partis autorisés sont regroupés au sein d'un Front national, équivalent du Front populaire français. C'est un social-démocrate de gauche, sous-marine des communistes, qui préside le gouvernement entre avril 1945 et l'été 1946. Les communistes y détiennent notamment les portefeuilles de l'Intérieur, de l'Information, de l'Éducation, de l'Agriculture, de la Sécurité sociale, et c'est aussi un de leurs hommes qui est à la tête du ministère de la Défense.

L'originalité de la Tchécoslovaquie entre 1945 et février 1948, c'est toutefois le maintien de la liberté d'expression. Le pays est libre de troupes étrangères depuis décembre 1945. Le pluralisme est réel. La démocratie fonctionne. Les législatives de mai 1946 se déroulent en toute légalité quand les communistes arrivent en tête avec 38% des suffrages à l'échelle nationale. Le nouveau gouvernement le 2 juillet est alors constitué par le chef du PCT Klement Gottwald, donnant lieu à un face à face entre Beneš et Gottwald qui tous deux incarnent une Tchécoslovaquie rénovée.

C'est alors qu'intervient la rupture internationale de l'été, prémices de la Guerre froide. Prague est le seul pays allié de l'URSS à s'être officiellement engagé à participer à la conférence préparatoire du plan Marshall à Paris. Mais elle doit se retirer sous la pression de Moscou. Avec la naissance du Kominform en septembre, l'heure est aux actions révolutionnaires et à la prise de pouvoir. À partir de l'automne, le ministère de l'Intérieur fomenté toute une série de pseudo complots et, en novembre, l'épuration du Conseil national slovaque par les communistes est une sorte de répétition générale de ce qui va se passer à Prague.

La crise éclate le 20 février 1948 quand douze ministres non communistes présentent leurs démissions après s'être enquis de l'appui du président de la République (dont le refus d'accepter leur démission entraînerait une crise politique à dénouer par des élections anticipées qu'ils envisagent leur être favorables). Le PCT occupe alors la rue. Beneš, affaibli par la maladie, redoute l'effusion de sang, cède et accepte les démissions le 25. Les communistes ont gagné. Un nouveau gouvernement Gottwald est formé, une vaste épuration commence. Beneš démissionne le 7 juin et meurt début septembre, symbole de la disparition de la Tchécoslovaquie masarykienne. Sous des apparences de crise gouvernementale, ces « événements de Février 1948 » qualifiés aussi de putsch, de révolution préfabriquée ou non sanglante, sont de fait un coup d'État déguisé. L'appareil d'État a été mis hors-jeu, remplacé provisoirement par les Comités d'action. Et la mort de Jan Masaryk le 10 mars 1948 (vraisemblablement acculé au suicide) a été un choc national et international : ce geste signifie une rupture entre la République de Masaryk et de Beneš et celle de Gottwald, qui remplace ce dernier en juin. Février 1948 a été la forme tchécoslovaque d'instauration du monopole communiste et d'inclusion au sein du bloc soviétique.

La Tchécoslovaquie communiste

Après Février 1948, la Tchécoslovaquie s'enfonce dans une stalinisation progressive et durable. Pour les opposants au régime, les choix sont réduits : fuite, exil ou prison. Des 25 000 officiels aux 60 000 vraisemblables, l'émigration est constituée d'une partie des élites non communistes. À l'intérieur du pays, l'épuration touche 250 000 personnes. 40 000 d'entre elles vont être condamnées à une peine moyenne de 9 à 10 ans d'emprisonnement. Des dizaines de milliers de citoyens passent par les camps de travail forcé et les Bataillons d'aide technique. Les sites les plus durs sont les mines d'uranium de Jachymov et de Příbram, dont la production est destinée à l'URSS. D'octobre 1948 à janvier 1953, 232 condamnations à mort seront prononcées, dont 178 exécutées.

Après les opposants au nouveau régime, la nouvelle machine judiciaire va bientôt broyer, sous la direction de conseillers soviétiques, ceux qui l'ont mise en marche, en cherchant à l'intérieur du parti les « titistes », c'est-à-dire ceux qui auraient la tentation de se dégager de l'emprise de Moscou, à l'exemple des Yougoslaves. Le procès du secrétaire général du PCT Slansky en est l'aboutissement. Son élaboration est un « chef-d'œuvre » de propagande : 14 « espions » se seraient introduits jusqu'à la tête de l'État et du parti. Onze d'entre eux sont d'origine juive, pour marquer la rupture avec Israël, dans le sillage de la vague antisémite qui sévit à Moscou. Brisés par un an de torture, ces communistes convaincus et courageux récitent avec application leurs « aveux ». Leur autocritique porte sur des crimes imaginaires, soigneusement articulés avec les procès d'autres démocraties populaires. À l'issue de ce grand guignol judiciaire, le 28 novembre 1952, onze peines capitales sont prononcées et exécutées, et trois de prison à vie. Ce procès n'est que la partie émergée d'une épuration en profondeur. En été 1948, le PCT comprend 2,5 millions de membres. Si la tête du parti est « pourrie », il est évident qu'ils doivent avoir des ramifications à la base. Le parti va être réduit à 1,5 million de membres.

La société stalinienne ne vit pas seulement au rythme de la politique. L'économie placée sous le signe du tryptique nationalisation-planification-collectivisation joue aussi un grand rôle. La nationalisation de l'économie se généralise dès le printemps 1948. Sur le plan agricole, une loi adoptée en mars 1948 permet d'appliquer le principe constitutionnel selon lequel « la terre appartient à celui qui la travaille

» et la propriété privée est interdite au-dessus de 50 hectares. Mais au printemps 1951, alors que les efforts de collectivisation sont relancés, la part des terres agricoles collectivisées n'est encore que de 26%. La collectivisation sera relancée au milieu des années 1950.

Si les résultats du plan biennal de 1947-1948 ont été satisfaisants sur le plan industriel, les conditions climatiques de 1947, la baisse de la population agricole active, la réforme agraire qui a renforcé l'autoconsommation rurale expliquent la situation difficile de l'agriculture avec des difficultés d'approvisionnement, le marché noir et une hausse sensible des dépôts d'argent, faute de produits à acheter disponibles sur le marché. Le plan quinquennal des années 1949- 1953 a pour objectif la construction du socialisme, avec une réorientation complète des flux et des productions d'Ouest en Est ; la production passe d'une prédominance de l'industrie légère à l'industrie lourde. Couronné de succès pour ce qui est du développement des industries lourdes et mécaniques, ce plan stalinien sacrifie la consommation.

Ces changements économiques constituent le substrat d'une restructuration en profondeur de la société avec la destruction de l'ordre ancien. Mais la société doit reconstruire de nouvelles élites. Le pouvoir va procéder par l'usage du travail forcé pour certains groupes (minorités, allemands ou adversaires politiques), par le ralliement d'une partie des anciennes élites, par la formation de nouvelles élites en puisant dans le vivier des ouvriers et des paysans et en utilisant une « discrimination positive » dans le choix des citoyens à former.

Ce système autoritaire a pourtant l'appui au moins tacite de groupes relativement importants de la société. Il n'y a plus ni famines dans les campagnes ni chômage dans les villes. En revanche, le travail est obligatoire et le fait de ne pas travailler est sanctionné pour parasitisme. Le système de protection sociale et sanitaire est généralisé. Pour les plus pauvres, les plus démunis, l'instauration du nouveau régime n'a donc pas que des aspects négatifs. Autre transformation de la période : un vaste mouvement d'exode rural, favorisé par la disparition des élites précédentes, mais aussi par l'industrialisation et la modernisation des campagnes surpeuplées. Pourtant, dans cette nouvelle société en pleine transformation, la peur règne. La parole est cadenassée et les contacts avec l'étranger sont interdits. Cette société est totalitaire dans son ambition en ce sens que le pouvoir franchit les frontières de la sphère privée, que l'idéologie est omniprésente tout comme la police secrète. Mais il est vrai aussi que certains groupes sont plus sensibles à cette situation que d'autres, et qu'en particulier les hommes de culture et les intellectuels sont particulièrement vulnérables face à la « construction de l'homme nouveau » et au « réalisme socialiste » importés d'URSS. La culture doit être au service de l'État-parti et suivre le réalisme socialiste tel qu'Andrei Jdanov en a fixé les contours en 1947 pour les pays satellites. Cela se paie par une répression impitoyable contre les intellectuels et les artistes qui ne sont pas dans la ligne avec un véritable liberticide entre 1949 et 1953. Ce système permet à l'État-parti de pénétrer en profondeur la société, même si cette pénétration n'est ni définitive ni totale.

Une déstalinisation manquée

La disparition quasi-simultanée de Staline et de Gottwald, en mars 1953, laisse espérer une déstalinisation sans problèmes. Antonin Zapotocky, chef du gouvernement, devient président de la République ; Antonin Novotny, numéro deux du PCT, est porté à sa tête. Les questions de personnes sont donc facilement résolues en Tchécoslovaquie, mais il n'en est pas de même pour les questions économiques. La réforme destinée à réduire l'inflation va avoir pour conséquence une vraie spoliation de l'épargne ouvrière. Des mouvements de protestation se font jour, notamment à Plzeň, fief ouvrier. Il faut l'intervention de l'armée pour que le mouvement retombe. Par ailleurs, le soutien accordé par Khrouchtchev à Novotny sur les questions agraires va consacrer l'amitié entre les deux hommes et marquera l'effacement de Zapotocky, auquel Novotny succèdera comme président de la République en 1957.

Le cas tchécoslovaque va être spécifique par rapport aux autres démocraties populaires en ce sens que la déstalinisation y sera particulièrement lente. L'inauguration d'une statue géante de Staline à Prague le 1^{er} mai 1955 et sa démolition en été 1962 témoignent de ce retard. La société tchèque est « à moteur lent » : les processus de transformation restent longtemps souterrains avant d'apparaître au jour avec d'autant plus de puissance. La personnalité d'Antonin Novotny représente un autre élément d'explication. De 1953 à la fin de l'année 1967, il va savoir naviguer au plus près, jouant sur la nécessité de maintenir l'ordre et sacrifiant les plus compromis de son entourage. Enfin, à l'extérieur, Moscou ne laisse pas de marge de manœuvre à un pays stratégiquement et économiquement capital dans le bloc soviétique.

Malgré ces résistances, une partie de la société bouge : fin avril 1956, lors du deuxième congrès de l'Union des Écrivains, le poète et futur prix Nobel Jaroslav Seifert appelle à être la conscience de la nation. La politique culturelle du parti est attaquée dans la presse intellectuelle. En mai, les étudiants manifestent et réclament une démocratisation de la vie publique. Mais ces revendications se heurtent à l'indifférence des ouvriers. C'est à partir de 1962 et surtout de 1963 que la situation évolue avec une crise économique, démographique, psychologique. Le système géré centralement sur un mode extensif a atteint ses limites. La société craque. Ses citoyens aussi.

Quatre axes fondamentaux permettent de comprendre ces années 1960 : le rapport des intellectuels avec le pouvoir, les relations entre Tchèques et Slovaques, les liens avec l'environnement international et les rapports entre le PCT et la société, avec quatre thèmes qui sont au coeur des débats avant même le Printemps de Prague : la réforme économique, les réhabilitations politiques, la place des Slovaques dans l'État tchécoslovaque et la liberté des intellectuels.

Sur le plan culturel, la Tchécoslovaquie connaît alors une extraordinaire effervescence : théâtre, cinéma, littérature, arts plastiques vivent un nouvel Age d'or, résurgence brutale après une longue maturation souterraine. Les hommes de culture se trouvent en première ligne politique. La littérature avait joué son rôle de déclencheur dès 1956. Le scandale qui avait entouré la parution des *Lâches* de Škvorecký avait ouvert une brèche en 1958. Le colloque de Liblice sur Kafka organisé par Édouard Goldstucker en 1963 a levé un autre tabou. Les étudiants constituent entre 1965 et 1967 une sorte de levain de la contestation. Quant au VI^e congrès des écrivains de 1967, il peut être considéré comme un mini-parlement de l'opposition anti-novotnyenne.

En bref, sur le plan économique, intellectuel, national, la Tchécoslovaquie est en 1967 un chaudron. Si une alliance s'est mise en place contre Novotny, idéologues durs, Slovaques et réformateurs ne sont d'accord que sur la mise à l'écart du secrétaire général du PCT. Finalement, la révolution de palais de décembre 1967 trouvera son épilogue le 5 janvier. Le leader du PC slovaque Alexander Dubček est porté à la tête du parti tchécoslovaque.

Le Printemps de Prague et ses suites

Ce « Printemps de Prague » apparaît comme un condensé de la tragédie historique tchécoslovaque, réprimé par la force brutale des armées des troupes de Varsovie, le 21 août 1968, et suivi par un « long Biafra de l'esprit ».

Le processus de libéralisation a été lent. D'une part, les développements de l'année 1968 ont des racines anciennes ; d'autre part, la venue de Dubček au pouvoir est le résultat d'un compromis. Il incarne une ligne nationale et souriante dans laquelle patriotisme slovaque et communisme sincère se mêlent étroitement. Mais il n'est ni un théoricien, ni un intellectuel. Arrivé au pouvoir, cet homme débonnaire et accessible tâtonne. D'autant qu'il est exposé des mars 1968 à une double pression : un mouvement contradictoire de la société pousse à la libéralisation avec, au sein du parti, des conservateurs encore puissants au niveau régional ; les « pays frères » manifestent leur inquiétude face

aux dangers de contagion. Ces pressions vont freiner les réformes et le Programme d'action du parti adopté en avril va être relativement modéré, en retrait déjà de l'opinion.

Les idées du Printemps de Prague constituent un ensemble complexe d'éléments réels, conscients et voulus, d'aspirations, de sentiments et de vécus individuels, avec, en premier lieu, le retour au dialogue dans la société et une libéralisation des médias parachevée à la fin du mois de juin 1968 par la suppression de la censure. Progressivement, il n'y a plus de tabous. Et le retour sur la scène universitaire de grands intellectuels interdits comme Jan Patočka ou Vaclav Černý est significatif d'une véritable libération.

Le reflux de l'emprise étatique à tous les niveaux est un autre élément déterminant. On redécouvre l'éthique politique, qu'elle soit exprimée de façon naïve par Dubček ou plus élaborée chez Karel Kosík. La volonté d'un retour à la morale s'exprime dans des termes encore plus classiques chez le poète Jaroslav Seifert ou chez le jeune dramaturge Vaclav Havel. Cette volonté qui passe par la défense des droits de l'homme, y compris religieux, s'étend aux groupes d'opposition et aux ensembles nationaux, avec l'adoption de la fédéralisation en octobre 1968. C'est en 1968 qu'est enfin envisagée une réhabilitation complète des personnes injustement condamnées après février 1948. La place de l'individu dans la société économique est réaffirmée, comme producteur (avec des essais d'introduction de co-gestion et d'autogestion) et comme consommateur. En somme, la démocratie doit s'étendre à la gestion de l'économie.

La troisième grande question est celle du pouvoir : deux grandes options s'opposent. Pour certains intellectuels, le pouvoir politique doit être contrôlé par le pluralisme, une opinion publique libre, la démocratie de type parlementaire et une stricte séparation des pouvoirs. D'après les communistes, le PCT a acquis une nouvelle légitimité en rétablissant un contact permanent avec les masses, mais le parti reste l'avant-garde des travailleurs et il n'est pas question de renoncer à son monopole. Les sondages réalisés alors laissent à penser que, dans l'opinion, le modèle social-démocrate est sur le point de l'emporter (mais sans remettre en question les nationalisations). Prague semblant déjà faire défection au bloc militaro-industriel soviétique, faisant figure de modèle centrifuge et accentuant un polycentrisme trop dangereux pour la cohésion du Pacte de Varsovie, Moscou décide d'intervenir.

S'appuyant sur un appel à l'aide signé par cinq dignitaires du PCT appelant à la « défense du socialisme », dans la nuit du 20 au 21 août 1968, les troupes du pacte de Varsovie (sans les Roumains) pénètrent sur le territoire tchécoslovaque : 400 000 hommes, 6 300 chars, 800 avions occupent la Tchécoslovaquie en quelques heures. Les dirigeants tchécoslovaques, enlevés et emmenés à Moscou, appellent au calme. Malgré leurs injonctions à ne pas résister par la force, presque une centaine de personnes seront tuées et 800 blessées.

Si l'intervention est une réussite technique, elle est un fiasco politique. L'équipe « saine » sur laquelle comptaient les Soviétiques est si impopulaire que Moscou ne peut faire appel à elle. L'occupant doit se contenter de l'équipe dirigeante épurée qui va être progressivement réduite, jusqu'au remplacement de Dubček par Gustav Husák en avril 1969. La force de l'immolation par le feu de l'étudiant Jan Palach en janvier 1969 est dans le refus désespéré de compromis devenus compromission. Les conséquences internes vont être de longue portée : un processus d'épuration en profondeur va bouleverser les élites (soit par leur élimination, soit par leur émigration). Le réalignement sur l'URSS, avec la signature en juin 1970 du traité avec Moscou sur « le devoir internationaliste commun aux pays socialistes », plus connu sous le nom de « doctrine Brejnev », est l'autre aspect de cette défaite de la liberté. Pour des raisons diverses, les Occidentaux ont préféré la détente avec Moscou plutôt qu'une position fermement hostile. Les chancelleries n'ont donc rien fait. En revanche, les opinions publiques ont été bouleversées.

La Tchécoslovaquie est désormais engagée dans un long tunnel qu'on a baptisé « normalisation ». C'est-à-dire un retour à la norme édictée par un pouvoir conservateur ou la bureaucratie et l'idéologie, la censure et la répression ciblée, l'autocensure et le double langage sont les éléments dominants. Cette « normalisation » va se traduire tout d'abord par une émigration massive des élites (officiellement 180 000 entre 1968 et 1971), ce qui représente une véritable saignée pour le pays ; ensuite, par une épuration sans précédent depuis la période stalinienne : le parti qui comprenait 1 650 000 membres en été 1968 en a perdu 150 000 spontanément et les « vérifications » en touchent au moins 500 000 : c'est un séisme. La répression policière et judiciaire qui commence dès janvier 1970 touche ceux qui ne se résignent pas à abandonner les idées du Printemps 1968. Dans le même temps, le pouvoir propose à la population de ne pas se mêler de politique en échange de quoi il lui assure quelques satisfactions consuméristes : une grande partie de la population s'en contente.

À partir de 1977, les choses changent cependant : un petit groupe hétérogène décide de profiter de la ratification des accords d'Helsinki en 1976 pour réclamer le respect des droits de l'homme dans un document intitulé « Charte 77 ». La personnalité des trois fondateurs : le philosophe Jan Patočka, le dramaturge Vaclav Havel, l'ancien ministre des Affaires étrangères Jiří Hajek, donne à la démarche un écho international. Désormais le pouvoir s'acharnera sur les dissidents jusqu'à l'été 1989. Mais l'opposition ne se limite pas à ce groupe restreint dont on dit qu'il a « peu de bouches mais beaucoup d'oreilles » ; d'autres comités (VONS) et surtout l'opposition catholique rassemblent des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes.

Ainsi, en 1989, le pouvoir est-il affaibli et décrédibilisé. Sa légitimité est d'autant plus faible que son tuteur moscovite amoindri laisse une certaine autonomie à ses satellites. Les forces nationales sont aussi à l'œuvre, avec la volonté slovaque de réaménager la fédéralisation. Par ailleurs, le pouvoir communiste satisfait de moins en moins les aspirations de la population. Les oppositions conjuguées, un système d'information clandestin de moins en moins verrouillé, une impatience de plus en plus grande face à un pouvoir autiste contribuent au désir de liberté. L'effet « domino » fera le reste : Pologne, Hongrie, RDA, Bulgarie connaissent leur « révolution » en quelques mois. À Prague, commencée tardivement le 17 novembre, elle dure quelques semaines, même si elle est de « velours ». À la fin de l'année, le dissident Vaclav Havel, encore en prison au printemps, est élu président de la République. Une nouvelle ère commence.

L'après 1989

Les retrouvailles européennes de 1989 se déroulent dans une euphorie qui dure quelques mois : recouvrer une véritable indépendance nationale et la liberté en même temps que satisfaire un besoin de mieux-être, telles sont les aspirations de la société. 1989 a donc été pour elle une « libération » plus qu'une « révolution », rapidement illustrée par le départ des troupes d'occupation soviétiques.

Le second choix fondamental a concerné le modèle politique : un système parlementariste s'est mis en place, finalement bicaméral. Les élections se sont déroulées sans contestation ni incidents majeurs et les alternances ont reflété une certaine transparence du jeu politique. Puis le « retour à la liberté » s'est accompagné de son cortège de difficultés : le désenchantement du politique et du changement est arrivé. Comme en Europe occidentale, les formes parlementaires ont été en partie dévalorisées par l'impact des scandales, par la médiocrité de la nouvelle classe politique et par la prégnance des intérêts particuliers sur l'intérêt général. L'idée d'une victoire de la « morale » en politique, défendue par le dramaturge-Président Vaclav Havel, a rapidement paru obsolète.

Dans le domaine socio-économique, les choix ont été liés au passage vers une société post-industrielle de services : chute sensible de l'activité et du revenu moyen, accélération de l'hétérogénéité sociale, diversification régionale forte ont caractérisé le pays. Les privatisations se sont déroulées dans des conditions qui ont amplifié les inégalités. Ce passage douloureux, mais amorti par une politique très

graduelle et très prudente, a été aussi lié au niveau des investissements étrangers, réveillant un sentiment de dépendance.

La République tchèque a opéré son rattrapage en 2004 (par rapport à 1989) avec une transformation en profondeur du tissu économique avec l'ouverture des marchés, l'effondrement d'une industrie originellement surdimensionnée, l'explosion du commerce extérieur, une émergence du tertiaire et une restructuration du secteur primaire. Si ce cours forcé a permis une modernisation, il a aussi généré de graves difficultés sociales. Le chômage, une baisse du niveau de vie initiale, une différenciation sociale accélérée, la paupérisation de certains groupes ont caractérisé la décennie et demie qui sépare 1989 de l'entrée dans l'Union européenne en 2004, avec des « gagnants » et des « perdants », le capital politique et technique étant remplacé par le capital matériel et éducatif comme facteur d'ascension sociale. Le désengagement de l'État a touché les plus vulnérables. Ainsi, l'aventure européenne a-t-elle été la voie par laquelle les Tchèques ont découvert la mondialisation et ses effets, dans une société de compétition brusquement ouverte à laquelle ont été imposés des changements radicaux dans des délais très brefs.

Après 1989, en recouvrant sa souveraineté, la Tchécoslovaquie (puis la République tchèque) a pu renouer avec une politique étrangère indépendante : la réintroduction dans les organismes internationaux, le Conseil de l'Europe, l'OTAN, puis l'Union européenne est allée de soi, même si ces processus ont été semés d'embûches. Ils ont surtout soulevé la question des choix géostratégiques d'une République tchèque en quête de sécurité : au sommet de l'État, l'euro atlantisme a commandé les choix de Vaclav Havel tandis que Vaclav Klaus a incarné un l'euro-scepticisme radical.

Au-delà de ces considérations générales, les années 1990 et 2000 ont été marquées par l'affrontement entre Vaclav Havel et Vaclav Klaus et par la séparation tchéco-slovaque. Celle-ci a abouti le 1^{er} janvier 1993, sans consultation populaire ni véritable enthousiasme des citoyens. Prague n'est donc plus alors que la capitale d'un pays réduit à 78 864 km² et 10 302 000 habitants. Vaclav Klaus domine la scène gouvernementale jusqu'en novembre 1997, dans un face à face tumultueux avec le président de la République, car tout sépare les deux hommes. Dans cette « guerre des Vaclav », Klaus incarne le provincialisme tchèque, le souverainisme, le populisme, l'euroscepticisme, en même temps qu'un réalisme absolu ; Havel est un « philosophe » en politique qui essaie d'esthétiser le pouvoir, attentif à la prévalence de la « morale » dans les relations internationales, ouvert sur l'extérieur, sensible à l'Europe, tout en étant atlantiste. Si, aux élections législatives de 1998 et de 2002, les sociaux-démocrates l'emportent, Klaus prend sa revanche en étant élu président en 2003, puis en 2008.

Dans un système de représentation proportionnelle, les crises sont fréquentes et spectaculaires. Le désenchantement l'emporte dans l'opinion dès la seconde moitié des années 1990, les deux grandes formations politiques libérale (ODS) et social-démocrate (CSSD) se disqualifiant par la corruption et par des scandales : après avoir cherché des solutions alternatives, les citoyens tchèques se contentent de l'alternance des deux forces dominantes alors que le parti communiste reste en embuscade en jouant son rôle de force tribunicienne, ce qui évite une montée de l'extrême droite. L'élection au suffrage universel de l'ancien Premier ministre social-démocrate Miloš Zeman au poste suprême en janvier 2013, n'a rien résolu.

Cette histoire tchèque, marquée par des ruptures répétées de la souveraineté, a été un véritable sismographe de l'histoire européenne moderne et contemporaine, prise dans son ensemble et non limitée à sa seule partie occidentale. Il n'est pas commode d'être un petit État riverain de grandes puissances.